

AVIS DE TEMPÊTES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
16 – 15 avril 2019



| Bas les masques |

Il ne faisait pas bien chaud ce jour-là. Pourtant le soleil avait brillé au-dessus de la capitale française tout au long de la journée. Ce 4 avril 2019, quelques hommes ont atterri sur le tarmac d'un quelconque aéroport parisien. Ils viennent de Libye et ils ont une mission : demander l'accord de cet État pour déclencher une vaste offensive militaire. Ces hommes arrivés de toute urgence sont des émissaires du maréchal Haftar, le chef de l'*Armée Nationale Libyenne* (ANL). Le feu vert est donné par Paris. Quelques heures plus tard, des milliers de soldats de l'ANL se mettent en marche pour conquérir Tripoli, la capitale libyenne aux mains du *Gouvernement d'Union Nationale* (GNA), reconnu par les instances internationales comme le « gouvernement légitime » d'un territoire déchiré entre milices, parlements, groupes paramilitaires, mercenaires et djihadistes.

Depuis le 4 avril, les combats ont fait des centaines de morts et de blessés parmi les

combattants et la population. Des dizaines de milliers de personnes sont en fuite face à l'avancée des troupes de l'ANL, dont 13 000 rien que pour échapper à la bataille de Tripoli qui a commencé. Des milliers d'autres s'apprentent à monter à bord d'embarcations de fortune pour tenter d'atteindre une Europe qui a fait de la Méditerranée un gigantesque cimetière.

ANL et GNA, une guerre entre deux blocs de pouvoir, l'un tout aussi détestable que l'autre. Mais ce n'est pas tout, ce n'est jamais « que » cela. D'autres forces agissent à l'ombre des ministères et des palais dorés, comme dans les autres conflits qui ensanglantent l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient, l'Afrique centrale : intérêts géopolitiques, intérêts commerciaux, équilibres de pouvoir et de puissances, conquête de marchés, accès aux ressources, bases militaires,... tout s'entremêle. Mais dressons d'abord rapidement le portrait de ce maréchal Haftar, cela nous aidera à comprendre la suite.

1/11 (2018), Crest (France). Dans la Drôme, une voiture de Vinci est redécorée de tags dans la nuit (« *Ni Cigeo Ni CGO ni prisons Vinci dégage !* ») avant d'être éclatée à coups de marteaux. Revendiqué par *Des arbres, des écureuils, des sources, des papillons et des tritons*.

Février, Madrid (Espagne). Dans le cadre de la *Semaine d'agitation et de propagande contre la gentrification et la spéculation capitaliste, en défense des occupations*, plusieurs agences immobilières et des bureaux de placement (bookmakers) sont touchés par des bris de vitres, de la peinture ou des serrures engluées, dans divers quartiers de Madrid : Vallekas, Chamberí, Malasaña. Revendiqué le 22/3 par *Des anarchistes*.

MARS 2019

11/3, Athènes (Grèce). Les *Bandes d'Expérimentations de Guerre peu orthodoxes FAI/FRI* livrent aux flammes une pelleteuse sur le chantier d'un projet de technologies vertes à Kesariani.

12/3, Munich (Allemagne). En Bavière, un incendie est allumé dans la nuit sous le pont John Kennedy, contre les câbles de fibre optique de l'opérateur *Vodafone* qui relie les deux rives du fleuve qui traverse la ville, l'Isar. Les dégâts contre cette infrastructure de télécommunication sont estimés à au moins 100 000 euros, interrompant en partie les flux de données.

En 1969, Khalifa Belqasim Haftar participe au coup d'État qui porte le colonel Kadhafi au pouvoir. En 1987, fort de sa formation dans de prestigieuses écoles soviétiques, il dirige le corps expéditionnaire de l'armée libyenne contre le Tchad, dont le sanglant dictateur Hissène Habré est soutenu par la France et les États-Unis. Défait et capturé, Haftar est emprisonné à N'Djamena, la capitale tchadienne, où il retourne sa veste et est chargé par les États-Unis de commander au Tchad une « *force Haftar* » destinée à renverser Kadhafi. Nouvel échec : en 1990, après l'élection du président tchadien Idriss Déby, proche du dirigeant libyen, il doit être exfiltré d'urgence vers les États-Unis. Désormais surnommé l'« *homme des Américains* », Haftar s'installe près de Langley –siège de la CIA– et continue de travailler sans succès à un renversement de Kadhafi. En 2011, Haftar retourne en Libye lors du soulèvement qui mène à la chute du colonel Kadhafi. Au début de la période de transition, élevé au grade de lieutenant-général, il commande brièvement la composante terrestre des forces armées libyennes. Mais les islamistes, majoritaires au sein de la rébellion victorieuse, ne lui pardonnent pas d'être « *l'homme des Américains* ». Nouvel échec : Haftar retourne aux États-Unis dans sa maison de Virginie à la fin de l'année 2011. Revenu en Libye début 2014 alors que le pays est scindé en deux (zone de Tripoli et zone de Tobrouk) et fort de discrets soutiens internationaux (dont la France, l'Arabie Saoudite et l'Égypte), le maréchal décide de créer sa propre force armée, à laquelle se greffent des milices locales et des éléments de l'ancienne armée libyenne. Entre temps, « *l'homme des Américains* » qui veut s'imposer comme l'homme fort du pays, était aussi devenu en toute discrétion « *l'homme des Français* ». Si *Eni*, la compagnie pétrolière italienne, a raflé d'importants contrats pour les puits de pétrole sous contrôle du gouvernement de Tripoli, *Total* mise sur les gisements sous contrôle de l'ANL de Haftar. C'est d'ailleurs au château de La Celle Saint-Cloud, dans les Yvelines, et en présence de Macron lui-même que sera signé en juillet 2017 un premier cessez-le-feu entre le gouvernement de Tobrouk dont Haftar est le bras armé, et celui de son rival de Tripoli.

Si les soutiens français se sont voulus discrets dans un premier temps, cela n'a bien sûr pas échappé à l'attention de nombreux Libyens qui ont vu les forces spéciales françaises agir, bien sûr au nom de la « *lutte contre le terrorisme* », aux côtés des soldats de Haftar. Ni d'ailleurs le fait que ces soldats disposent de matériel de guerre *made in France*, ce qui n'a évidemment pas empêché des entreprises d'armement françaises de vendre aussi leur arsenal au gouvernement adverse de Tripoli. Le jeu sanglant est bien connu : les armes sont ven-

dues comme des dosages, des *dosages de mort*, en fonction des objectifs que l'État compte réaliser. Rien de plus simple, puisqu'on vend quelques centaines de véhicules blindés à un camp, et à l'autre dont on veut promouvoir la supériorité, on vend les lance-roquettes adéquats. Le premier camp est content de son achat, le second l'est encore plus en voyant les blindés tous neufs exploser au bout de leurs viseurs téléguidés. Mais les plus heureux, ce sont encore les entreprises et l'État français *qui ont fait des profits sur les deux camps tout en menant leur propre agenda stratégique*. La raison d'État n'a rien, absolument rien à voir avec les bavardages sur le respect de la vie humaine, la liberté, le droit ou la justice.

Cette République française de liberté, d'égalité et de fraternité est aussi putride que les tas de cadavres révoltés sur lesquels elle est bâtie et qu'elle continue d'entasser partout dans le monde. Si des décennies de guerres sales et d'opérations « anti-terroristes » menées par les États-Unis et Israël ont associé ces deux États dans l'imaginaire de la grande majorité de la population mondiale à toutes les saloperies possibles au nom de leurs intérêts particuliers, la France a généralement réussi à préserver son image de « *pays des droits de l'homme* ». Malgré plusieurs éclats sur son blason lors de la guerre d'Algérie et de la féroce répression des luttes de libération nationale dans ses colonies, elle continue de se pavaner comme si de rien n'était. Peut-être que l'on se trompe, mais c'est aussi en utilisant ce capital culturel comme bouclier que la France a toujours réussi (et notamment au cours de cette dernière décennie), à mener des guerres sans trop subir de dommages ou à vendre son savoir-faire belliciste à tous vents. Prenons simplement pour exemple les régimes sous le coup d'une certaine critique et soutenus militairement par la France, comme l'Arabie Saoudite dans sa guerre au Yémen, le Congo en proie à d'éternelles « guerres civiles » souvent sur fond de compétition dans l'exploitation de ressources et de métaux précieux, l'Égypte entre soulèvement et répression sanglante de ce dernier, le Maroc lors de la révolte du Rif etc. etc. Et ce bien sûr quand elle ne refourgue pas ses technologies nucléaires ou ne déploie pas ses forces spéciales pour « *combattre des terroristes* » au Tchad, au Mali ou en Syrie du côté des YPG.

Mais les masques ne tombent pas. Ils ne sont pas tombés hier, ils ne tombent pas aujourd'hui face à ce classique exemple d'une « *guerre par procuration* » en train d'être menée par le maréchal Haftar. L'État français peut tran-

14/3, Kiev (Ukraine).

Dans le cadre d'une semaine d'actions coordonnées en solidarité avec les anarchistes incarcérés en Russie, en plus de banderoles et de tags, une filiale de la *Srerbank*, banque propriété de l'État russe, est incendiée.

16/3, Châteaubriant (France).

En Loire-Atlantique, neuf véhicules sont incendiés dans la fourrière du garage *Renault*, dont une partie saisis par la justice.

16/3, Paris (France).

Le nouveau bilan officiel des attaques et pillages de commerces sur les Champs-Élysées et dans les rues alentours est de 216 « *établissements vandalisés ou pillés* » (et 453 depuis fin novembre). De la même façon, concernant ce mouvement de révolte la *Fédération française de l'assurance* estime que les sinistres à rembourser à l'échelle nationale concernent 6000 voitures et 4000 commerces (soit 200 millions d'euros). Les trois bijouteries saccagées et pillées sur les Champs estiment leur préjudice à respectivement (700.000 euros (*Bulgar*), 500.000 euros (*Swarovski*) et 400.000 euros (*Mauboussin*). Par ailleurs, les banques estiment depuis le début du mouvement à 760 agences bancaires dégradées partout en France, dont 500 cas « *importants* » (vitrines et DABs en miettes), et 40 cas « *graves* » (agences saccagées ou incendiées).

16/3, Villiers-sur-Marne (France).

Dans le Val-de-Marne, la police intervient sur un feu de poubelle dans le quartier des Hautes-Noues. A sa grande surprise, elle découvre que ce ne sont

pas moins d'une quinzaine de caméras de vidéosurveillance démontées qui sont en train de flamber. Une pelleuse est également endommagée par la propagation du feu.

17/3, Paris (France).
L'église historique Saint-Sulpice, (6e arr.), est volontairement enflammée vers 13h30. Sa porte d'entrée en bois, le vitrail au-dessus et un bas-relief du 18e siècle sont détruits. Près de 900 000 euros de dégâts.

18/3, Dordogne (France).
A l'occasion de l'arrestation de cinq personnes à Bergerac qui se sont rencontrées pendant le mouvement des gilets jaunes, on apprend qu'elles sont accusées de l'incendie de plusieurs bâtiments institutionnels, dont la *Maison des services publics* à la Force et la mairie à Colombier (24/12), d'une guinguette municipale pour bobos (30/12), suivis de l'incendie d'un engin de chantier du Conseil Départemental à Prigonrieux et d'un pylône de téléphonie SFR à Gardonne (260 000 euros de dégâts). L'objectif de ce dernier était de « bloquer la communication de la police et de la gendarmerie ». Deux incarcérés en préventive, trois placés sous contrôle judiciaire.

19/3, Athènes (Grèce).
Des anarchistes revendiquent des attaques avec pierres et peinture contre les sièges de trois entreprises françaises : *Total*, *Airliquide* et *Vinci*, « en solidarité avec les opprimés en révolte en France », « pour une pratique de solidarité internationale ».

19/3, Salzbourg (Autriche).
La future école de police de la

quillement continuer de faire rayonner son blason des valeurs républicaines. Pour cela, il dispose aussi d'un vaste consensus auprès de ses sujets – oui, disons-le, d'un vaste consensus. Peut-être ce consensus est-il passif, tacite, voire produit, ou tout ce que l'on veut, mais il est bien-là, qui soutient de fait la politique de son propre Etat. A l'exception des vagues d'émotion liées à la situation internationale lors des deux Guerres du Golfe ou de celle en ex-Yougoslavie –mais tout cela remonte à bien loin maintenant–, et alors que descendre dans la rue pour marquer son opposition à ce terrible business tricolore de la mort est bien le minimum dans un territoire où l'habitude de manifester ne s'est pas perdue, les masques refusent obstinément de tomber. Et pourtant les choses sont limpides : depuis le début des soulèvements et de leur répression conséquente en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, les ventes d'armes *made in France* sont passées de 4,8 milliards d'euros en 2012 à 6,8 milliards en 2013, puis à 8,2 milliards en 2014, 16,9 milliards en 2015, et 20 milliards d'euros environ en 2016. L'exportation d'armes représente ainsi plus de 25% de l'ensemble de celles de la République mortifère.

Loin de nous l'idée de vouloir *dévaloriser* la rage qui est descendue dans les rues ces derniers mois, mais il faut constater que la colère des fins de mois rate quelque chose, voire beaucoup. Elle manque, par exemple, d'une certaine profondeur, pour regarder au-delà de ses propres oignons, au-delà d'une simple survie insipide et toujours plus onéreuse. Quand on proteste justement contre les flics qui mutilent des manifestants, quand on dénonce les entreprises qui livrent ces armes aux uniformes d'ici, comment ne pas faire le lien sur le fait que ces mêmes entreprises fabriquent les armes qui mutilent et tuent dans maints autres pays généreusement approvisionnés par l'industrie française, et à une toute autre échelle ? Quand on proteste contre le prix de l'essence et l'augmentation de sa taxation par l'État, comment ne pas faire le lien avec les guerres et les massacres pour le pétrole dans lesquels l'État français est au moins coresponsable, sinon commanditaire (comme cela semble être le cas aujourd'hui avec ce maréchal Haftar, dictateur militaire en devenir) ?

Il ne s'agit pas de pointer du doigt quelque esclave en particulier, mais le mécanisme de servitude volontaire qui entend tous nous faire victimes et bourreaux, à moins de rompre la chaîne de la soumission. Il s'agit de se rendre compte que l'État dans ce pays est un État au

sens large du terme. *Un État qui fait tout* : organiser des élections et mutiler ses contestataires, faire la leçon à d'autres régimes sur les droits de l'homme et embaucher des mercenaires, prêcher la paix aux pays belligérants tout en menant, *en simultané*, des opérations militaires à droite à gauche, écraser et torturer (qu'est-ce d'autre que la prison ?) celles et ceux qui dérangent ou sont superflus et mettre à disposition du brave citoyen un appareil administratif omniprésent. L'État français n'est pas différent de ses homologues, mais ce qui les distingue ce sont notamment les marges dont chacun d'entre eux dispose pour défendre et imposer les intérêts entrecroisés que les puissants leur ont confié dans le cadre national. Des marges de manœuvre qui créent des responsabilités à payer d'une façon ou d'une autre...

...Alors, il est clair que le blason humanitaire de l'État français doit voler en éclats une fois pour toutes. Au cours du 19ème siècle, lorsque cet État s'est consolidé sur les cadavres des révoltés dans les colonies et sur celui des insurgés de plusieurs révolutions noyées dans le sang (juin 1848 et la Commune), un révolutionnaire anarchiste, Ernest Cœurderoy, a lancé un vœux bien particulier. Constatant amèrement que les révolutionnaires libéraux et socialistes passaient leur temps à imaginer un État meilleur, un État plus juste... mais au fond, un État toujours *totalitaire* par nature, même auréolé des valeurs de la Grande Révolution, il en a appelé aux Cosaques. *Hurrah !* Il souhaitait la descente des Cosaques, de ces énergies vitales hostiles aux bavardages et à la culture politique, de ces terribles barbares qui ne laissent que ruines des civilisations hypocrites dans leur sillage. Il estimait qu'une vaste œuvre de destruction de ce monde-ci était nécessaire avant le début d'une vaste œuvre de construction d'un monde nouveau.

Aujourd'hui, face aux guerres que l'État se permet partout dans le monde, face à la répression qu'il déclenche dans les rues et aux frontières, face au cannibalisme social qu'il attise parmi la population et sur lequel il compte bien profiter pour affirmer une fois de plus sa suprématie, les bavardages ne servent à rien. Les dénonciations ne servent à rien. Les appels à la conscience ne servent à rien. C'est d'abord par l'épreuve du feu qu'il faut passer. Audacieusement, pour déchirer le masque qui recouvre un bellicisme dont il nous voudrait tous complices. Ni de leur paix, ni de leur guerre, *Hurrah !*



Weiserstraße dans le quartier de Schallmoos reçoit une visite nocturne. Vitre brisée et tag « *Liberté pour tou.te.s prisonnier.e.s* », notamment en solidarité avec les 18 de Bâle (Suisse) en procès et un squatter de Vienne incarcéré après une expulsion.

19/3, Rozzano (Italie).

En Lombardie, deux voitures de *La Poste*, collaborateur de la machine à expulser, sont incendiées vers 3h du matin.

20/3, Bruxelles (Belgique).

Deuxième incendie volontaire en deux jours dans les locaux de l'*Ecole Européenne* à Laecken, réservée aux rejets des eurocrates et des militaires de l'OTAN. A chaque fois il est parti en plein après-midi de poubelles avant de se répandre jusqu'au plafond de la pièce (une remise et les sanitaires).

20/3, Berlin (Allemagne).

Au cours de la nuit, un engin incendiaire est jeté à l'intérieur d'une filiale de la *Commerzbank*. Un distributeur de billets est endommagé par les flammes.

20/3, Hambourg (France).

Une antenne de téléphonie mobile de *Vodafone* dans le quartier de Barmbeck se transforme en torche dans la nuit, les flammes atteignant 15 mètres de haut. Son transformateur électrique est également détruit.

20/3, Alès (France).

Dans le Gard, plusieurs caméras de vidéosurveillance de la mairie sont incendiées au cours de la nuit dans le quartier des Près Saint Jean, certainement en allumant les fils électriques à l'intérieur des poteaux après

avoir forcé les accès au pied des mâts.

21/3, Flers (France).

Dans l'Orne, le distributeur de billets du quartier Saint-Michel flambe dans la nuit. Le feu a été mis grâce à l'aide d'un conteneur à poubelles enflammé et placé devant le local bancaire.

22/3, Calais (France).

Dans le Nord-Pas-de-Calais, la vitrine de la permanence du député LR s'effondre suite à un jet de pavé en plein dans le mille au milieu de la nuit.

23/3, Charleville (France).

Dans les Ardennes, les vitres du SPIP (*Service pénitentiaire d'insertion et de probation*) situées quai Roussel sont brisées autour de la manif des gilets jaunes.

22/3, Athènes (Grèce).

Vers 3h50, des inconnus en moto approchent le consulat de Russie et lancent une grenade contre le bâtiment, mais celle-ci se révèle défectueuse. Le consulat est sous protection des policiers de l'antiterrorisme (qui se trouvaient en faction devant).

24/3, Cambrai (France).

Dans le Nord, six bus garés dans le dépôt de la société *Vectalia* et affectés aux *Transports urbains du Cambrésis* (TUC) sont saccagés : vitres et pare-brises explosés, extincteurs vidés sur les sièges... Le transport scolaire des collégiens et des lycéens qui n'a pu être assuré sur six communes.

26/3, Paris (France).

Deux camionnettes et une voiture de la *Mairie de Paris* partent en fumée dans la nuit rue Corvisart (13e arr.). En solidarité avec S., incarcéré

| Mieux vaut Pippi |

Je l'admets, moi aussi j'ai été frappé par la jeune fille suédoise avec des nattes. J'en suis tombé amoureux presque instantanément. Son indépendance vis-à-vis des adultes, son courage face aux forces de l'ordre, son défi des conventions sociales, sa volonté débridée de vivre dans un monde fabuleux et complètement différent de ce à quoi nous sommes malheureusement tous habitués, son amour pour la nature... enchanteur, vraiment. Voilà pourquoi je trouve déprimant que la tendre et souriante Pippi Longueschaussettes* soit aujourd'hui oubliée en faveur de la pédante et boudeuse Greta Thunberg, initiatrice de la grève lycéenne pour le climat.

Pippi savait tirer au pistolet, Greta sait parler aux dirigeants politiques. Pippi avait une telle force qu'elle pouvait soulever un cheval, Greta dispose de tels soutiens qu'elle intéresse les médias internationaux. Pippi était fille d'un obscur marin, Greta est fille d'artistes célèbres. Pippi avait à ses côtés le cheval Oncle Alfred et le singe Monsieur Dupont, Greta a à ses côtés le publicitaire Ingmar Rentzhog et l'ancien vice-président des États-Unis Al Gore. Pippi possédait un trésor de pirates pour satisfaire ses besoins vitaux, Greta appartient aux *start-up* technologiques qui doivent satisfaire leurs exigences commerciales. Pippi a encouragé des générations d'enfants à croire en eux-mêmes et à leurs rêves les plus fous (vivre en liberté), Greta encourage les classes dirigeantes à se corriger elles-mêmes pour réaliser leur ambition la plus banale (sauver le capitalisme). Avec son univers fantastique, Pippi la rebelle (nous) mettait à l'abri de la loi et de l'ordre, avec son univers de *realpolitik*, Greta l'activiste (les) met à l'abri de la révolte et du désordre. Quelle différence abyssale !

Aujourd'hui, des manifestations pour protester contre le changement climatique se sont déroulées partout dans le monde. Il s'agit du *Vendredi pour le futur*, l'idée inspirée par Greta (ou par ceux qui le font pour elle) d'une grève globale pour le climat. Mais quelle est la principale cause du réchauffement climatique ? L'activité industrielle pour la production de biens et de services. Et qui exerce, soutient et finance cette activité ? Les petites et grandes entreprises, avec l'appui direct de l'État. Est-ce la raison pour laquelle tous ces activistes de l'environnement demandent aux bureaucrates et aux responsables

de promouvoir des lois et des initiatives permettant le développement d'un capitalisme vert et durable ? Etant eux-mêmes les responsables du changement climatique en cours, pourquoi ne serait-ce pas à eux de résoudre les dégâts qu'ils sont en train de provoquer ? Cette demande n'est pas plus que logique, c'est au fond une prétention complètement stupide. Demander à l'État et aux grandes industries de baisser drastiquement leurs émissions de dioxyde de carbone revient à demander à un requin de réduire drastiquement sa quête de nourriture. Le requin avide de chair continuera à massacrer les êtres vivants, tout comme le capitalisme avide de profit continuera à piller les ressources naturelles. La solution ne peut venir de ceux qui font partie du problème.

Marcher en défense du climat pour demander une politique plus écologique à la classe dirigeante est une excellente gymnastique de l'obéissance. On bouge les jambes pour s'en remettre aux parlementaires, on agite les bras pour dépendre des ministres, on secoue la tête pour s'incliner devant les gouvernants. On se met en mouvement, mais seulement pour prendre (et se faire prendre par un) parti. *Mens servile in corpore sano*, esprit servile dans un corps sain. Voilà pourquoi la pacifique et affable Greta est tant appréciée par les politiciens les moins vulgaires et les moins réactionnaires.

Pas par moi en tout cas. Je n'en peux plus de l'entendre. Hep, vous ne voulez pas plutôt vous enticher de l'autre jeune fille suédoise, celle aux cheveux roux, celle qui s'habille de façon bizarre, celle qui s'en fiche d'avoir des taches de rousseur, celle qui porte des chaussures cinq fois supérieures à sa taille, celle qui s'enthousiasme « à l'idée de voir l'île de Couricoura ; s'allonger sur le rivage et plonger le gros orteil dans la véritable Mer du Sud, tandis qu'il suffit de bâiller pour que tombe une banane bien mûre » ?

★

Traduit de *finimondo*,
15 mars 2019

* Ndt. *Pippi Långstrump* en suédois, soit *Pippi Longuechaussettes*, héroïne de la littérature pour jeunesse dont le nom est traduit ainsi dans la plupart des langues, est devenue *Fifi Brindacier* en français. Son éditeur *Hachette* a par ailleurs totalement aseptisé la traduction des trois romans d'Astrid Lindgren, en les rééditant sans vergogne à l'identique dans leur version falsifiée de 1951 à 1995.

suite à l'incendie de plusieurs véhicules de la gendarmerie de Limoges, et les anarchistes incarcérés en Italie. « *Liberté pour tous et toutes ! Vive l'anarchie !* » se termine la revendication.

26/3, Lorient (France). Dans le Morbihan, toutes les classes de l'école primaire *Sainte-Marie Pie X* sont saccagées sur un étage : murs recouverts de peinture, tables renversées et tablettes numériques fracassées au sol.

26/3, Roanne (France). Dans la Loire, double incendie de voitures garées dans le parking souterrain du tribunal, à chaque début d'audience du matin et de l'après-midi. Personnel évacué et audiences retardées. Une femme arrêtée à proximité défendra son geste « *par son amour du feu* », et pas n'importe où, qui plus est.

26/3, Göttingen (Allemagne). Jets de pierres et de peinture contre l'*Office des Étrangers*, l'organisme fédéral de gestion de l'immigration.

27/3, Berlin (Allemagne). L'Audi personnelle de Sebastian Pöhls, flic de la police de l'immigration et membre du parti fasciste AfD part en fumée devant son domicile. « *En guerre constante contre les ennemis de la liberté !* » dit notamment le communiqué.

27/3, Berlin (Allemagne). Trois voitures de la société immobilière *Deutsche Wohnen* partent en fumée dans la nuit. Les *groupes autonomes* incendiaires ont tenu à dédier « *ce feu ardent contre la ville des riches aux compagnon-ne-s en lutte, qu'ils/elles soient en taule*

ou en cavale » et « à toutes les personnes ciblées par les lettres de résiliation de bail, les avis d'expulsion et les augmentations de loyer. »

27/3, Leipzig (Allemagne).
Quatre vitres double-vitrage du poste de police de la Eisenbahnstraße sont détruites. La même nuit, celles d'un supermarché et d'un autre bâtiment subissent le même sort.

28/3, Berlin (Allemagne).
Quelques vitres de l'*Institut de sciences sociales* de la Humboldt-Universität sont brisées. La revendication se termine par « *Lutte pour la société se déroulera finalement dans la rue et pas dans les amphis* ».

27/3, Madrid (Espagne).
Dans le cadre de la *Semaine d'agitation et de propagande contre la gentrification et la spéculation capitaliste, en défense des occupations*, deux véhicules en « libre-service » appartenant à *E-move* et *Car-to-go* sont incendiés par *Des anarchistes*.

28/3, Athènes (Grèce).
Tags sur la façade en marbre de l'*École archéologique italienne*, dans le secteur de l'Acropolis et incendie de la camionnette garée devant. Revendiqué en solidarité avec les anarchistes incarcérés en Italie et inculpés dans les dernières opérations répressives de cet Etat, par le *Groupe pour la reconstitution du Triangle anarchiste méditerranéen*.

28/3, Athènes (Grèce).
Treize attaques simultanées, entre 3h et 3h10, visent la chaîne de supermarché *My Market* dans dix quartiers différents de la capitale grecque, endommageant les entrées et

| Attaque ! |

Chaque matin, la sonnerie du réveil m'arrache de mon sommeil. Premier acte : j'allume mon téléphone portable.

Avec les satellites, les nœuds de communication, les antennes etc, mon portable se synchronise avec ceux de tous les autres. Nous vivons la même vie en même temps. Connecté à internet, quelque chose d'invisible me transperce, mon téléphone envoie et reçoit en permanence. Une fois que le rythme de la nuit est tué par la sonnerie et que je me synchronise avec le monde connecté, un autre temps domine. Le staccato des émissions en direct, de la disponibilité ininterrompue, celui de la mise à disposition permanente, des emplois du temps et des rendez-vous, des plannings et des impératifs. Deuxième acte : je débranche mon portable de sa prise. Sans électricité, il ne serait rien, juste du plastique et de la ferraille avec quelques éléments faits de métaux rares. Cet appareil ne peut fonctionner qu'à l'aide de spécialistes et grâce à une production d'électricité dépendante du nucléaire et du charbon, à un réseau mondial, à cette infrastructure critique qui garantit jour après jour notre quotidien, protégée par la police et l'armée. Après avoir utilisé divers appareils qui ont eux aussi besoin d'un réseau – sans quoi ils seraient complètement inutiles –, je pose un pied dans la rue.

Marchant le long des lampadaires – dans cette ville où l'obscurité n'existe plus, où aucun endroit n'échappe à la vue –, des boîtiers électriques et des répartiteurs téléphoniques, des sucettes publicitaires, des commerces avec leurs systèmes de surveillance, il me vient en tête une pensée évidente : l'électricité sert les relations fondées sur la propriété à travers des milliers de kilomètres de câbles en fibre optique et en cuivre qui ne se trouvent qu'à 50 centimètres en-dessous de mes pieds ; je passe aussi sur des plaques qui donnent accès à des puits au fond desquels reposent les artères du monde moderne. Assis dans le train, me saute à l'esprit que sous les rigoles en béton courant le long des voies serpentent à nouveau des câbles, et que des systèmes de signalisation sont installés à peu près tous les 100 mètres : plus rien ne fonctionnerait sans tout cela, puisque le capital

humain comme les biens morts ne parviendraient plus là où ils sont censés être consommés ou produire de la plus-value.

Abandonnant mon observation de fourmi, je regarde en hauteur et aperçois sur les toits les antennes pour la radio, pour internet, pour le téléphone, ainsi que pour les ondes radio... dont celles de la police. Le maintien de la misère quotidienne a ses canaux, il faut les interrompre pour que les gens puissent transformer leur quotidien. La communication de ceux qui défendent la propriété dans les rues – les flics et l'armée – passe par ces antennes sous lesquelles nous défilons du matin au soir. Lorsqu'une antenne-radio tombe, qu'un faisceau de câbles se consume à petit feu, qu'il y a la moindre coupure dans un câble en fibre optique ou à travers le cuivre des réverbères, apparaît tout à coup une zone d'ombre, un moment de confusion pour ceux qui n'ont pas appris et ne veulent pas apprendre à agir et à penser de façon autonome, qui obéissent et attendent toujours ordres et directives, mais cela peut aussi permettre à d'autres de faire des choses qui semblent souvent impossibles.

Si ce monde devient toujours plus une méga-machine, si les artères de la domination deviennent de plus en plus subtiles et qu'elles recouvrent tout le territoire de leur toile, nous devons – pour attaquer – être en mesure de tourner nos regards loin des choses les plus apparentes et tenter d'incorporer notre analyse des évolutions actuelles au sein des perspectives que nous voulons nous donner. Plus le monde est tissé de mailles, plus il est vulnérable aux perturbations. Ces nœuds de communication et les connexions entre eux, que l'on peut trouver partout et peu protégés, correspondent aux points sensibles à couper. A un moment où même l'air brûle, cela n'a aucun sens de mettre le feu là où les flammes dansent déjà et où tous les regards sont fixés. Le silence radio, la coupure des communications, l'interruption des chaînes de commandement – et bien plus encore – sont les possibilités que l'on peut trouver avec un regard de créativité et d'analyse lorsqu'on cherche des objectifs à attaquer.

✱

Traduit de *Feuer den Knästen* (Feu aux prisons), journal anarchiste publié après l'arrestation du compagnon de Zurich, mars 2019

vitres des supermarchés. Le directeur de la chaîne, critiqué pour les pratiques en vigueur dans son entreprise, avait déclaré que « *mes employés devraient faire l'effort de sourire, car ils ont un emploi et qu'ils sont payés 300 euros, ce qui représente 300% de plus que zéro.* »

29/3, Versoud (France).

En Isère, le transformateur électrique qui dessert la zone artisanale de Pruney est saboté (porte forcée, fusibles arrachés, panneau brûlé à côté). Un jeune est arrêté non loin.

29/3, Hambourg (Allemagne).

Les vitres de deux agences immobilières sur la Elbchaussee (où s'étaient déroulées une partie des émeutes contre le G8 en 2017) partent en morceaux suite à des jets de pierres. En solidarité avec les prisonniers, « *Contre la ville des riches !* » et « *La solidarité signifie continuer la lutte !* » dit notamment le communiqué.

29/3, Hambourg (Allemagne).

Les vitres du tribunal situé dans le quartier de Barmbeck sont brisées, et deux fumigènes balancés à l'intérieur. « *Chaque composante des autorités répressives de Hambourg reste la cible de notre rage contre les rapports de la domination et le visage autoritaire de la société* » dit le communiqué, également en solidarité avec Loïc, incarcéré à Hambourg suite aux émeutes contre le G8 de juillet 2017.

29/3, Athènes (Grèce).

À Exarchia, des individus masqués attaquent les policiers en faction autour du quartier avec des molotovs et des feux d'artifice « *en solidarité*

avec les compagnons au Chili».

Le 29 mars est en effet la journée chilienne du « *Jeune Combattant* », où chaque année d'importants affrontements se déroulent. Cette année, deux flics ont notamment été canardés à Santiago.

30/3, Leipzig (Allemagne).

Les vitres d'un immeuble en cours de rénovation sont brisées contre la gentrification, dans la rue Naumburger.

30/3, Saint-Priest (France).

Dans la Loire, une dizaine d'inconnus masqués saccagent le *McDo* quelques heures après la fin de la manif des gilets jaunes : bornes tactiles détruites, vitres brisées et cuisine saccagée. Le *McDo* doit fermer jusqu'au lendemain, les dégâts sont estimés à plusieurs dizaines de milliers d'euros.

30/3, Digne-les-Bains (France).

Dans les Alpes-de-Haute-Provence, douze des treize horodateurs sont sabotés et mis hors-service dans la nuit. Les dégâts s'élèvent à 43 000 euros.

31/3, Bruxelles (Belgique).

Lors de la troisième *Marche pour le Climat*, les vitres d'un bâtiment de la Commission Européenne, situé rue de la Loi, sont brisées et taguées, au grand dam des organisateurs et citoyens-flics de la manif.

31/3, Fresnes (France).

Dans le Val-de-Marne, 80 prisonniers refusent de remonter de promenade dans l'après-midi. Ce n'est que suite à l'intervention des ERIS et des CRS que la situation reviendra sous contrôle vers 20h. Le lendemain, trois prisonniers sont placés en quartier

| Tirer sur le fil |

Mardi 12 mars 2019 à Munich (Allemagne), un incendie est allumé dans la nuit sous le pont John Kennedy, contre les câbles de fibre optique de l'opérateur *Vodafone* qui relient les deux rives du fleuve Isar qui traverse la ville. Le sabotage interrompt en partie les flux de données. Il vient rappeler celui qui s'était produit à Berlin en mars 2018, lorsque le *Groupe Volcan* avait incendié deux grosses liaisons de fibres optiques et de câbles électriques situées sous le pont Mörschbrücke, appartenant à différents gros opérateurs civils et militaires, avec des dégâts conséquents.

Mardi 2 avril à Saint-Etienne (Loire), quatre câbles de fibre optique sont sectionnés au début de la nuit sur le parking en face du stade Geoffroy-Guichard, après que les plaques de fonte aient été soulevées. 3800 clients d'*Orange* sont privés d'internet et de toute donnée transmittant par ce biais pendant 24h.

Samedi 13 avril à Saint-Germain (Aveyron), un autre sabotage se produit, cette fois en début d'après-midi : plusieurs câbles de fibres optiques sont volontairement sectionnés à l'intérieur d'une chambre télécom. 15 000 foyers privés d'internet jusqu'au soir tard et 10 000 clients de téléphonie mobile dans les environs de Millau.

Ces quelques exemples récents montrent non seulement qu'il est possible de saboter les artères de l'État et du capital, mais aussi qu'il ne suffit bien souvent que d'un brin de détermination et d'imagination. En tirant même un peu sur le fil pour découvrir la toile qui nous enserre, on s'aperçoit vite que s'il part de trappes situées au coin de la rue, il continue ensuite son bonhomme de chemin en enjambant fleuves et rivières sous les ponts, qu'il court le long des autoroutes et des voies de chemin de fer, et qu'il finit par arriver jusque... sous la mer pour relier les continents. 448, c'est précisément le nombre de câbles sous-marins en fibre optique qui étaient posés au fond des océans fin 2018 pour relier le monde des data centers et des usines d'armement, celui des laboratoires de recherche et des adeptes du *binge-watching* ou autre e-commerce. Qu'on soit un noctambule urbain ou un insomniateur rural, un amateur d'eau ou de feu, il y en a vraiment pour tous les goûts lorsqu'on s'intéresse à la source du problème. Au suivant !





LE COFFRE AUX PERLES

Magistrale collaboration

Le magazine culturel du *lundi matin* qui se vante comme un ado youtubeur de ses « dizaines de millions de consultations », est en quête d'argent, qu'on se le dise ! Il est débordé par ses « 50 heures par semaine sans la Rolex en contrepartie » (LM #186, 9 avril 2019). Si vous souhaitez donc salarier sa rédaction pour la sortir « de la précarité », si vous désirez lui épargner la déchéance de devoir « trouver de l'argent autrement » qu'en vendant sa soupe autoritaire, vous savez désormais quoi faire. Car ce n'est pas rien que d'aider des épiciers à continuer de composer avec les institutions et les intellectuels de gôche, cela vous donne même droit à une réduction fiscale. Certes, il ne faudra pas oublier de se pincer régulièrement le nez lors de la publication « en exclusivité » de la prose d'un Marcel Campion ou de celle d'un Eric Hazan. Comme il faudra penser à regarder ailleurs lorsque ses éminences signeront des pétitions avec la crème des parlementaires et le meilleur du complotisme à la Maxime Nicolle (LM #174, 15 janv. 2019). Mais ne dit-on pas que le cœur (de la politique) a ses raisons (opportunistes) que la raison ne connaît point ?

Si jamais il vous restait tout de même un léger doute, « la rédaction de *lundimatin* et son équipe juridique » ont tenu à être transparentes jusqu'au bout, en apportant quelques précisions utiles à l'occasion d'un ennui judiciaire récent. Dans une lettre publique adressée aux enquêteurs de police chargés des poursuites à leur encontre, ils précisent en effet en toute connivence : « *Nous comptons parmi nos collaboratrices et collaborateurs des journalistes, des chercheurs, des militants politiques, des professeurs, des médecins, – voire même peut-être des magistrats –...* » (LM #184, 27 mars 2019). Le seul détail qui manque encore à ce stade, est juste de savoir si ce sont des juges ou bien des procureurs, *voire même peut-être* les deux, que *lundi matin* se flatte de compter parmi ses collaborateurs attirés.

disciplinaire (QD) et six autres transférés ailleurs.

AVRIL 2019

2/4, Leipzig (Allemagne).

Un communiqué annonce que ces dernières semaines, plusieurs véhicules appartenant à des entreprises de sécurité privée ont été incendiés. Il s'agit de voitures de vigiles de *WIS* et de *Kötter-Security*, ainsi qu'une de l'entreprise *Dussmann Service*.

2/4, Saint-Etienne (France).

Dans la Loire, juste avant 1h du matin, quatre câbles de fibre optique sont sectionnés sur le parking en face du stade Geoffroy-Guichard, après que les plaques de fonte qui les abritaient aient été soulevées. 3800 clients d'*Orange* sont privés d'internet et de toute donnée transitant par ce biais

4/4, Nantes (France).

En Loire-Atlantique, une voiture du réseau local d'auto-partage *Marguerite* est incendiée au beau milieu de la nuit.

6/4, Montpellier (France).

Dans l'Hérault, la petite soirée du groupe d'extrême-droite *Génération Identitaire* dans le bar *Le Montpe'* est perturbée à coups de cacatovs et de bombes lacrymogènes.

6/4, Vérone (Italie).

Dans la nuit, les vitres du local de *Forza Nuova*, la *Maison des Patriotes*, sont brisées à coup de masse.

6/4, Thessalonique/Athènes (Grèce).

Devant le camp de Diavata, près de Thessalonique, plusieurs centaines de migrants affrontent la police (pierres contre

lacrymogènes) en cherchant à se rendre vers la frontière gréco-macédonnienne sur la dite route des Balkans. A Athènes, deux cents migrants envahissent la gare pour les rejoindre, bloquant tout le trafic ferroviaire.

7/4, Dijon (France).

En Côte-d'Or, la double porte-vitrée de la Préfecture est défoncée dans la nuit. La semaine précédent le bâtiment avait déjà reçu cinq molotovs contre sa façade en travaux. Une personne condamnée à quatre mois avec sursis pour la porte brisée.

7/4, Verdun (France).

Dans la Meuse, la borne automatique de la CAF est défoncée au cours de la nuit (15 000 euros de dégâts).

8/4, Aiglepierre (France).

Dans le Jura, deux relais de téléphonie mobile (*Bouygues Telecom* et autres opérateurs) et un troisième de la télévision (*TDF*) sont incendiés dans la nuit au lieu-dit Au Belu. Les dégâts sont importants et le réseau jurassien coupé pour un bon moment sur plusieurs communes d'Aiglepierre jusqu'à Mouchard.

11/4, Gênes (Italie).

Trois scooters et quatre véhicules de *La Poste* (impliquée dans la déportation de migrants) sont incendiés au cours de la nuit dans le quartier de Bolzaneto. Revendiqué par *Anarchistes pour la solidarité internationaliste*, notamment en « *solidarité avec ceux qui luttent contre ce système d'exploitation et contre la violence d'Etat. Solidarité révolutionnaire violente avec les compagnons et les compagnones*

Financez donc *lundi matin*, formes de vie besogneuses, pour que les égarés puissent à leur tour être rééduqués à coups de trique savante ! Versez donc votre obole, chairs à prison, pour que cette *magistrale collaboration* entre autoritaires des deux bords puisse se pérenniser à travers le temps ! Lâchez donc vos fins de mois douloureuses, masses serviles de manœuvre, afin que le Parti –comme il en salive d'avance–, puisse « *étendre conséquemment [ses] activités* » en travaillant main dans la main avec une partie du pouvoir. Ce même pouvoir qui ressemble terriblement à celui que nous combattons jour après jour. Tous ces journalistes, chercheurs, politiciens, universitaires et *magistrats* qui infestent la surface de cette terre, et dont l'existence même est une insulte pour quiconque aspire à la liberté.

ZAD partout ?

Et puis qu'on parle gros sous, les braves garçons et filles qui ont dégagé les incontrôlables en les coffrant ou en attaquant physiquement leurs cabanes avant même les gendarmes (si le *Sabot* et *Lama Fâché* vous disent quelque chose) afin de mieux pouvoir dealer la pacification et la récupération de la lutte de Notre-Dame-des-Landes, eh bien ils sont eux aussi en quête de flouze. Et pas qu'un peu, puisqu'ils cherchent 3 millions d'euros à placer dans leur fonds de dotation *La terre en commun*. Des terres à racheter pour du bétail enclos et pucé, pour une forêt aux normes, pour des Linkys tous neufs et des taxes dûment acquittées, pour des produits bios et artisanaux étalés sur les marchés, pour des « projets responsables » dont les *clients* friands d'alternatives ne devraient pas manquer. Bref, du capitalisme vert produit dans l'ex-ZAD légalisée, devenue cet éco-village qui est en train de s'épanouir sur les ruines des cabanes et sur la chair des blessés venus se battre en 2012 comme en 2018 pour un « *et son monde* » désormais bien loin.

Si, en bon père de famille honnête, vous souhaitez en savoir davantage avant d'investir votre petit capital, sachez que plusieurs bénéficiaires viennent de se mettre en scène pour vous dans le magazine *Vice* du 9 avril 2019 («*Ils pensent l'avenir de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes*»). Vous pourrez ainsi financer l'ingénieure agronome Sarah, de l'ex-ferme des 100 Noms qui vit désormais au Liminbout, afin de l'aider à s'insérer dans l'économie de marché : « *Il faut trouver un équilibre*

économique. La « légalisation » de nos activités entraîne forcément un ensemble de charges. » Vous pourrez aussi financer Isa, ex-professeuse d'université en *médias et cultural studies*, de La Rolandière, qui n'a pas tout oublié puisqu'elle « gère la communication autour des activités de la ZAD » et défend doctement cette future manne « comme la propriété pour s'affranchir de la propriété ». Ou encore Carmine, qui souhaite cogérer la forêt de Rohanne avec l'agent étatique du capitalisme forestier, l'ONF, et a vite compris où se trouvait son intérêt : « L'aura de la ZAD est énorme. Ce sont des portes qui s'ouvrent avec les syndicats... ». Et puis aussi Greg, un ancien « autonome » parisien qui a connu « une véritable bifurcation du destin », puisqu'il se retrouve à la ferme de Bellevue avec trois gosses et un élevage bovin sur les bras, confessant avoir désormais « trouvé [sa] place dans le monde ».

Avec du recul, on pourrait se dire que la somme de 3 millions d'euros (dont 300 000 déjà récoltés), cela correspond plus ou moins à la rançon exigée par les petits entrepreneurs de la politique pour afficher clairement en quoi consiste l'avenir blanquiste d'une lutte de territoire : propriété, économie, pouvoir, domestication et reportages photos.

Enfin, pendant que *les bons comptes font les bons amis*, précisons que de nouvelles cabanes d'indécrottables irréguliers (*Youpi-Youpi 2, Lama Traqué*) ont été attaquées puis détruites par les gendarmes les 12 et 13 mars dernier, parce que « sans lien avec les projets agricoles qui ont fait l'objet de conventions d'occupation précaire », et ce dans l'indifférence quasi générale des autres zadistes. Certainement parce qu'il n'y avait aucun intérêt politique ou pécuniaire à empêcher leur destruction... ou tout simplement parce que la légalisation a un prix : celui de laisser ses partenaires préfectoraux faire régner l'ordre en paix.

incarcérés dans le monde entier », ainsi que ceux partis dans la nature.

11/4, Paris (France).
Une voiture d'Orange part en fumée dans la nuit rue Planchat (20e arr.). Revendiqué par *Des étincelles*, notamment avec une pensée « pour ceux qui luttent contre nuisances et contrôle » et « les anarchistes qui font face à la répression, les inculpés de l'opération Scripta Manent en Italie et tout.te.s les autres partout dans le monde. »

11/4, Athènes (Grèce).
Pendant que le maire assiste à un rassemblement organisé par l'Association des commerçants d'Exarchia pour dénoncer la dégradation du quartier, des dizaines de personnes masquées affrontent les flics à coups de pierres et de molotovs pour tenter de s'approcher du rassemblement. Un flic et un journaliste blessés.

13/4, Saint-Germain (France).
Dans l'Aveyron vers 15h, plusieurs câbles contenant des fibres optiques sont sectionnés à l'intérieur d'une chambre télécom. Ce sabotage prive 15 000 foyers de services internet et 10 000 clients de services du mobile dans les environs de Millau jusque tard le soir.

14/4, Besançon (France).
Dans le Doubs, *Des Loups garous* détruisent à coups de pavé les vitres du bureau de la SAIMB, société immobilière dont la directrice est en charge de la sécurité urbaine municipale, et celles de l'espace de co-working *La Maison Madeleine*.

| Science et gouvernement de la science |

L'idée générale est toujours une abstraction, et, par cela même, en quelque sorte, une négation de la vie réelle. J'ai constaté cette propriété de la pensée humaine, et par conséquent aussi de la science, de ne pouvoir saisir et nommer dans les faits réels que leur sens général, leurs rapports généraux, leurs lois générales ; en un mot, ce qui est permanent dans leurs transformations continues, mais jamais leur côté matériel, individuel, et pour ainsi dire palpitant de réalité et de vie, mais, par là même, fugitif et insaisissable. La science comprend la pensée de la réalité, non la réalité elle-même, la pensée de la vie, non la vie. Voilà sa limite, la seule limite vraiment infranchissable pour elle, parce qu'elle est fondée sur la nature même de la pensée humaine, qui est l'unique organe de la science.

Sur cette nature se fondent les droits incontestables et la grande mission de la science, mais aussi son impuissance vitale et même son action malfaisante, toutes les fois que, par ses représentants officiels, patentés, elle s'arroge le droit de gouverner la vie. La mission de la science est celle-ci : en constatant les rapports généraux des choses passagères et réelles, en reconnaissant les lois générales inhérentes au développement des phénomènes tant du monde physique que du monde social, elle plante pour ainsi dire les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals. En un mot, la science, c'est la boussole de la vie ; mais ce n'est pas la vie. La science

est immuable, impersonnelle, générale, abstraite, insensible, comme les lois, dont elle n'est rien que la reproduction idéale, réfléchie ou mentale, c'est-à-dire cérébrale (pour nous rappeler que la science elle-même n'est rien qu'un produit matériel, d'un organe matériel de l'organisation matérielle de l'homme, le cerveau). La vie est toute fugitive et passagère, mais aussi toute palpitante de réalité et d'individualité, de sensibilité, de souffrances, de joies, d'aspirations, de besoins et de passions. C'est elle seule qui, spontanément, crée les choses et tous les êtres réels. La science ne crée rien, elle constate, et reconnaît seulement les créations de la vie. Et toutes les fois que les hommes de la science, sortant de leur monde abstrait, se mêlent de création vivante dans le monde réel, tout ce qu'ils proposent ou créent est pauvre, ridiculement abstrait, privé de sang et de vie, mort-né, pareil à l'*homunculus* créé par Wagner, non le musicien de l'avenir, lui-même une sorte de créateur abstrait, mais le disciple pédant de l'immortel docteur Faust de Goethe. Il en résulte que la science a pour mission unique d'éclairer la vie, non de la gouverner.

Le gouvernement de la science et des hommes de la science, s'appelleraient-ils même des positivistes, des disciples d'Auguste Comte, ou même des disciples de l'École doctrinaire du communisme allemand, ne peut être qu'impuissant, ridicule, inhumain, cruel, oppressif, exploiteur, malfaisant. On peut dire des hommes de la science, *comme tels*, ce que j'ai dit des théologiens et des métaphysiciens : ils n'ont ni sens ni cœur pour les êtres individuels et vivants. On ne peut pas même leur

en faire un reproche, car c'est la conséquence naturelle de leur métier. En tant qu'hommes de science, ils n'ont à faire, ils ne peuvent prendre intérêt qu'aux généralités, qu'aux lois.

La science, qui n'a affaire qu'avec ce qui est exprimable et constant, c'est-à-dire avec des généralités plus ou moins développées et déterminées, perd ici son latin et baisse pavillon devant la vie, seule en rapport avec le côté vivant et sensible, mais insaisissable et indicible, des choses. Telle est la réelle et peut-on dire l'unique limite de la science, une limite vraiment infranchissable. Un naturaliste, par exemple, qui lui-même est un être réel et vivant, dissèque un lapin ; ce lapin est également un être réel, et il a été, au moins il y a à peine quelques heures, une individualité vivante. Après l'avoir disséqué, le naturaliste le décrit : eh bien, le lapin qui sort de sa description est un lapin en général, ressemblant à tous les lapins, privé de toute individualité, et qui, par conséquent, n'aura jamais la force d'exister, restera éternellement un être inerte et non vivant, pas même corporel, mais une abstraction, l'ombre fixée d'un être vivant. La science n'a affaire qu'à des ombres pareilles. La réalité vivante lui échappe, et ne se donne qu'à la vie, qui, étant elle-même fugitive et passagère, peut saisir, et saisit en effet toujours tout ce qui vit, c'est-à-dire tout ce qui passe ou ce qui fuit.

L'exemple du lapin, sacrifié à la science, nous touche peu, parce que, ordinairement, nous nous intéressons fort peu à la vie individuelle des lapins. Il n'en est pas ainsi de la vie individuelle des hommes, que la science et les hommes de science, habitués à vivre parmi les abstractions, c'est-à-dire à sacrifier toujours les réalités fugitives et vivantes à leurs ombres constantes, seraient également capables, si on les laissait seulement faire, d'immo-

ler ou, au moins, de subordonner au profit de leurs généralités abstraites. L'individualité humaine, aussi bien que celle des choses les plus inertes, est également insaisissable et pour ainsi dire non existante pour la science. Aussi les individus vivants doivent-ils bien se prémunir et se sauvegarder contre elle, pour ne point être par elle immolés, comme le lapin, au profit d'une abstraction quelconque ; comme ils doivent se prémunir en même temps contre la théologie, contre la politique et contre la jurisprudence, qui toutes, participant également à ce caractère abstraitif de la science, ont la tendance fatale de sacrifier les individus à l'avantage de la même abstraction, appelée seulement par chacune de noms différents, la première l'appelant vérité divine, la seconde bien public, et la troisième justice.

Bien loin de moi de vouloir comparer les abstractions bienfaisantes de la science avec les abstractions pernicieuses de la théologie, de la politique et de la jurisprudence. Ces dernières doivent cesser de régner, doivent être radicalement extirpées de la société humaine –son salut, son émancipation, son humanisation définitive ne sont qu'à ce prix–, tandis que les abstractions scientifiques, au contraire, doivent prendre leur place, non pour régner sur l'humaine société, selon le rêve liberticide des philosophes positivistes, mais pour éclairer son développement spontané et vivant. La science peut bien s'appliquer à la vie, mais jamais s'incarner dans la vie. Parce que la vie, c'est l'agissement immédiat et vivant, le mouvement à la fois spontané et fatal des individualités vivantes. La science n'est que l'abstraction, toujours incomplète et imparfaite, de ce mouvement. Si elle voulait s'imposer à lui comme une doctrine absolue, comme une autorité gouvernementale, elle l'appauvrirait, le fausserait et le paralyserait. La science ne peut sortir des

abstractions, c'est son règne. Mais les abstractions, et leurs représentants immédiats, de quelque nature qu'ils soient, prêtres, politiciens, juristes, économistes et savants, doivent cesser de gouverner les masses populaires. Tout le progrès de l'avenir est là. C'est la vie et le mouvement de la vie, l'agissement individuel et social des hommes rendus à leur complète liberté. C'est l'extinction absolue du principe même de l'autorité. Et comment ? Par la propagande la plus largement populaire de la science libre. De cette manière, la masse sociale n'aura plus en dehors d'elle une vérité soi-disant absolue qui la dirige et qui la gouverne, représentée par des individus très intéressés à la garder exclusivement en leurs mains, parce qu'elle leur donne la puissance, et avec la puissance la richesse, le pouvoir de vivre par le travail de la masse populaire. Mais cette masse aura en elle-même une vérité, toujours relative, mais réelle, une lumière intérieure qui éclairera ses mouvements spontanés et qui rendra inutiles toute autorité et toute direction extérieure.

Certes, les savants ne sont pas exclusivement des hommes de la science et sont aussi plus ou moins des hommes de la vie. Toutefois, il ne faut pas trop s'y fier, et, si l'on peut être à peu près sûr qu'aucun savant n'osera traiter aujourd'hui un homme comme il traite un lapin, il est toujours à craindre que le corps des savants, si on le laisse faire, soumette les hommes réels et vivants à des expériences scientifiques, sans doute moins cruelles, mais qui n'en seraient pas moins désastreuses pour leurs victimes humaines. Si les savants ne peuvent pas faire des expériences sur le corps des hommes individuels, ils ne demanderont pas mieux que d'en faire sur le corps social, et voilà ce qu'il faut abso-

lument empêcher. Dans leur organisation actuelle, monopolisant la science et restant comme tels en dehors de la vie sociale, les savants forment une caste à part offrant beaucoup d'analogie avec la caste des prêtres. L'abstraction scientifique est leur Dieu, les individualités vivantes et réelles leurs victimes, et ils en sont les sacrificateurs patentés.

...Puisque sa propre nature [de science] la force d'ignorer l'existence et le sort de Pierre et de Jacques, il ne faut jamais lui permettre, ni à elle ni à personne en son nom, de gouverner Pierre et Jacques. Car elle serait bien capable de les traiter à peu près comme elle traite les lapins. Ou plutôt, elle continuerait de les ignorer ; mais ses représentants patentés, hommes nullement abstraits mais au contraire très vivants, ayant des intérêts très réels, cédant à l'influence pernicieuse que le privilège exerce fatalement sur les hommes, finiront par les écorcher au nom de la science, comme les ont écorchés jusqu'ici les prêtres, les politiciens de toute couleur et les avocats, au nom de Dieu, de l'État et du droit juridique. Ce que je prêche, c'est donc, jusqu'à un certain point, *la révolte de la vie contre la science*, ou plutôt *contre le gouvernement de la science*.

Michel Bakounine,
(manuscrit posthume publié en 1882)

